



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de
l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF)**

**Marché public de prestations intellectuelles passé au terme
d'une procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et
R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)

Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de
délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-
00003 du 19 avril 2023

Objet de la consultation

Fourniture de bases de données et réalisation de notes de conjoncture
relatives au marché de l'immobilier d'entreprise en Île-de-France

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le 07/07/2025 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTERISTIQUES.....	3
1-1. Contexte de la prestation.....	3
1-2. Objet de la prestation.....	4
1-3. Lieu d'exécution.....	4
1-4. Durée du marché.....	5
1-5. Clauses sociales et environnementales.....	5
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2-1. Définition de la procédure.....	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Forme du marché public.....	5
2-4. Forme juridique des attributaires.....	5
2-5. Variantes et Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE).....	6
2-6. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-7. Délai de validité des offres.....	6
ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES.....	6
3-1. Documents fournis aux candidats.....	7
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	7
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	9
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	9
4-1. Sélection des candidatures.....	9
4-2. Jugement et classement des offres.....	10
4-2-1. Appréciation de la valeur technique.....	10
4-2-2. Appréciation du critère prix.....	11
4-2-3. Appréciation du critère performance en matière de protection de l'environnement.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	11
5-1. Dispositions d'ordre général.....	11
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	12
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14
ARTICLE 7. PROCEDURES DE RECOURS.....	14

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTERISTIQUES

1.1. Contexte de la prestation

La direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France (DRIEAT IF) porte les politiques publiques de l'Etat en matière de planification et d'aménagement durables. Elle veille notamment à la bonne prise en compte des enjeux environnementaux, de mixité fonctionnelle et sociale, ainsi qu'aux équilibres habitat-emploi dans les documents de planification et dans les projets d'aménagement structurants.

Une maîtrise de l'information immobilière lui est nécessaire afin qu'elle exerce au mieux ses missions, notamment :

- l'instruction des demandes d'agrément : cette demande administrative, obligatoire, conditionne la recevabilité de la demande de permis de construire portant sur des locaux à usage professionnel ;
- l'instruction des projets susceptibles d'impacter l'environnement pour le compte de la mission régionale de l'Autorité environnementale: rédaction des projets d'avis et de décisions sur les projets et documents d'urbanisme, mis à disposition lors des enquêtes publiques ;
- programmation et suivi des moyens consacrés par l'Etat aux grands projets d'aménagement, et à l'action des établissements publics fonciers et d'aménagement franciliens.

Ainsi, réunir des éléments de connaissance fiables, détaillés et objectifs sur les marchés de l'immobilier d'entreprise (bureaux, locaux d'activité, entrepôts, locaux mixtes) permettra à la DRIEAT IF de renforcer sa capacité d'analyse et d'action. Cette connaissance doit permettre de s'assurer que se développe une offre immobilière en adéquation avec les besoins du territoire, et de réduire les risques d'obsolescence du parc. L'enjeu réside aussi dans l'analyse de l'impact des opérations d'aménagement réalisées, notamment dans une optique de rééquilibrage des activités et des logements. Les perspectives ouvertes par la mise en service progressive des lignes du Grand Paris Express doivent être tout particulièrement anticipées et exploitées.

Par ailleurs, au-delà des analyses produites, la DRIEAT IF souhaite disposer de jeux de données immobilières exhaustives. Avec cette fourniture de données, les services déconcentrés de l'Etat peuvent être en mesure de développer leurs propres contenus (analyses transversales, cartographies croisées, ...). La maîtrise de la donnée accélère la diffusion de la connaissance en interne, et permet de mettre en perspective des informations immobilières avec des données tierces (économiques, sociales, de consommation d'énergie...).

Dans ce contexte, la DRIEAT poursuit une démarche engagée depuis plusieurs années visant, sur la base d'indicateurs pertinents :

- à disposer d'éléments de connaissance territorialisés et objectifs sur les marchés de l'immobilier d'entreprise ;
- à assurer une meilleure compréhension des mécanismes à l'œuvre et des conséquences en matière d'aménagement du territoire, au regard notamment des

enjeux de rééquilibrage régionaux de l'habitat et de l'emploi et des risques d'obsolescence ;

- à anticiper les fluctuations du marché de l'immobilier d'entreprise.

Au-delà, la prestation demandée vise à enrichir le dialogue entre l'Etat, les collectivités locales et les professionnels, aidant ainsi à la décision concernant les mesures à prendre en matière d'aménagement, de développement économique et d'emploi.

1.2. Objet de la prestation

La présente commande a pour objet la fourniture semestrielle de bases de données relatives aux marchés d'immobilier d'entreprise (bureaux, locaux d'activité, entrepôts, locaux mixtes) en Ile-de-France et la réalisation de notes de conjoncture sur ces mêmes marchés.

Elle vise à répondre aux besoins de connaissance des dynamiques de ces marchés du siège de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France (DRIEAT IF), de ses unités territoriales (UD 75, 92, 93 et 94) et des directions départementales des territoires franciliennes (DDT 77, 78, 91 et 95).

Le marché se décompose en deux lots :

- lot 1 : fourniture de bases de données ;
- lot 2 : rédaction de notes de conjoncture.

La périodicité des deux lots est semestrielle : les bases de données et les notes de conjonctures seront livrées deux fois par an.

Le lot 1 porte sur la fourniture :

- d'une base de données statistiques agrégées à la commune sur les marchés d'immobilier d'entreprise ;
- d'indicateurs supplémentaires à la commune : vacance durable, transformation des bureaux ;
- d'une base de données détaillées à l'opération de l'offre et des transactions du semestre écoulé.

S'agissant du lot 2, les notes de conjoncture seront semestrielles et devront présenter, par catégories de locaux, les principaux résultats du marché du semestre ou de l'année écoulé(e) en les mettant en perspective avec ceux de la période précédente et en replaçant le territoire dans le contexte du marché francilien. Les notes de conjoncture du premier semestre de l'année (données arrêtées au 30 juin) porteront sur le seul semestre écoulé, tandis que les notes de conjoncture du second semestre (données arrêtées au 31 décembre) présenteront les données consolidées sur l'ensemble de l'année écoulée.

1.3. Lieu d'exécution

Les prestations seront livrées à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT IF) d'Ile-de-France :

DRIEAT / SCDD

21/23 Rue Miollis

75 732 PARIS Cedex 15

1.4. Durée du marché public

La durée du marché public est fixée dans l'acte d'engagement.

1.5. Clauses sociales et environnementales

Sur le plan environnemental, il est exigé du titulaire la prise en compte des impacts environnementaux dans le cadre de ce marché de prestation intellectuelle (réduction des transports individuels motorisés dans le cadre de la prestation, dématérialisation des supports et réduction de l'utilisation de papier et de fournitures de bureau, proposition d'une stratégie numérique responsable dans l'exécution du marché, etc.).

Le présent marché ne prévoit pas de clause sociale.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché public se décompose en deux lots :

- lot 1 : fourniture de bases de données,
- lot 2 : rédaction de notes de conjoncture.

Le marché public n'est pas décomposé en tranches.

2-3. Forme du marché public

Chacun des lots du présent marché public est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le lot n° 1 est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum de 80 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

Le lot n° 2 est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum de 60 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

2-4. Forme juridique des attributaires

Pour chacun des lots, le marché public sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du contrat.

2-5. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

2-6. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : **DRIAT-SCDD-AOO-25-005**.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seuls le DC1 ou le document unique de marché européen (DUME) et l'acte d'engagement seront datés et signés par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ces documents est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document pour les offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.

3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix (BPU) propre à chaque lot ;
- Le détail estimatif (DE) propre à chaque lot.

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous-dossier, les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant. Il peut par ailleurs être fourni un e-DUME commun aux lots 1 et 2.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant. Il peut être fourni un formulaire DC1 commun aux lots 1 et 2. En revanche, il doit être fourni un formulaire DC2 par lot.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
 - b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.
- Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation. La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

- ➔ les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :

- le formulaire DC1 dûment complété ;
 - le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
 - une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
- le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :
- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Dans un autre sous-dossier, les pièces relatives à l'offre :

- Pour chacun des lots, l'acte d'engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du candidat. **Il est rappelé que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.**
- Pour chacun des lots, le bordereau des prix unitaires (BPU) entièrement complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par le pouvoir adjudicateur.
- Pour chacun des lots, le détail estimatif (DE) entièrement complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par le pouvoir adjudicateur.
- Pour le lot 1, une notice technique relative à la méthodologie de collecte des données et à leur fourniture, indiquant les moyens dédiés à la mission et précisant comment le candidat entend assurer la continuité avec les données dont disposait préalablement la DRIEAT IF.
- Pour le lot 2, une notice technique décrivant la méthodologie de réalisation des notes de conjoncture ainsi que les moyens humains dédiés à l'exécution des prestations (qualifications, expériences, références et compétences des membres de l'équipe dédiée établies à l'appui des curriculum vitae à fournir).
- Pour chacun des lots, une notice environnementale relative à la prise en compte des impacts environnementaux dans le cadre du présent marché public de prestations intellectuelles (réduction des transports individuels motorisés dans le cadre de la prestation, dématérialisation des supports et réduction de l'utilisation de papier et de fournitures de bureau, proposition d'une stratégie numérique responsable dans l'exécution du marché public, etc.).

3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du Code de la commande publique, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui

présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOTI1 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOTI1.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'article 3-2 ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-14 et R.2144-1 à R.2144-9 du Code de la commande publique sont éliminées par le pouvoir adjudicateur.

4-2. Jugement et classement des offres

Le pouvoir adjudicateur examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Le pouvoir adjudicateur pourra attribuer chacun des lots sur la base des offres initiales, sans négociation.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener une phase de négociation. S'il décide de faire usage de cette faculté, cette négociation sera menée dans les conditions décrites ci-après.

Pour chacun des lots, les 3 candidats arrivés en tête à l'issue du classement des offres initiales seront invités à négocier, soit par échange de courriers adressés via la plateforme de dématérialisation, soit au cours de séances de négociation organisées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou en visioconférence. Dans ce dernier cas, la modalité d'organisation de ces séances sera précisée dans le courrier de convocation adressé via la plateforme de dématérialisation. En outre, ces séances, d'une durée identique pour tous les candidats,

donneront lieu à la rédaction d'un procès-verbal garant de la traçabilité des échanges intervenus.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des critères de sélection des offres indiqués ci-dessous. Dans le cas où elle se tiendrait dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou par visioconférence, elle est conclue par le pouvoir adjudicateur qui communique par courrier adressé via la plateforme de dématérialisation à chaque candidat admis à négocier la date et l'heure limites pour la remise d'une nouvelle offre. Ces nouvelles offres doivent être présentées conformément aux exigences du présent règlement de la consultation. Elles sont analysées conformément à l'article 4-2 du présent règlement de la consultation.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le pouvoir adjudicateur.

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique de l'offre appréciée au regard des notices techniques dédiées.	50,00 %
Le prix, apprécié au regard du montant total indiqué dans le détail estimatif	40,00 %
La performance en matière de protection de l'environnement, appréciée au regard de la notice environnementale	10,00 %

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plate-forme) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement, ou par voie postale. Les candidats vérifient le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

4-2-1. Appréciation du critère valeur technique

Pour chaque lot, le critère valeur technique sera apprécié au vu des notices techniques citées à l'article 3-2 et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-dessous :

Pour le lot 1 :

- 1 – Qualité de la méthodologie de collecte et fiabilité des données fournies (note sur 12 points)
- 2 – Compétences de l'équipe et moyens techniques dédiés au projet (note sur 4 points)
- 3 – Références des membres de l'équipe (note sur 4 points)

Pour le lot 2 :

- 1 – Qualité de la méthodologie et fiabilité des données exploitées pour la rédaction des notes de conjoncture (note sur 12 points)
- 2 – Compétences de l'équipe et moyens techniques dédiés au projet (note sur 4 points)
- 3 – Références des membres de l'équipe (note sur 4 points)

Au terme de l'analyse, la meilleure note obtenue sur le critère valeur technique sera portée systématiquement à la note de 20/20, les notes suivantes étant, selon une règle de 3, portées elles aussi à une valeur par référence à la meilleure note.

4-2-2. Appréciation du critère prix

Pour chacun des lots, la formule utilisée pour la notation du critère prix sera :

$$\text{Note de l'offre (entre 0 et 20)} = 20 \times (1 - (\text{offre} - \text{offre mini}) / \text{offre mini})$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant aura la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.

4-2-3. Appréciation du critère performance en matière de protection de l'environnement

Pour chacun des lots, le critère performance en matière de protection de l'environnement sera apprécié au vu de la notice environnementale citée à l'article 3-2 et noté sur 20 points en fonction des propositions en matière de :

- Qualité des engagements en matière de dématérialisation des supports et de réduction de l'utilisation de papier et de fournitures de bureau (10 pts),

- Qualité de la stratégie numérique responsable prévue pour l'exécution du marché public (10 pts).

Au terme de l'analyse, la meilleure note obtenue sur le critère performance en matière de protection de l'environnement sera portée systématiquement à la note de 20/20, les notes suivantes étant, selon une règle de 3, portées elles aussi à une valeur par référence à la meilleure note.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre général

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électronique dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs,

L'acheteur peut néanmoins insérer des exceptions dans tous les cas prévus par l'article R.2132-12 du Code de la commande publique.

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées par aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limite de remise des offres indiqués en page de garde du règlement de la consultation à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF/SG/DCPPA
21/23 Rue Miollis
75732 PARIS Cedex 15

Offre pour : « Fourniture de bases de données et réalisation de
notes de conjonctures relatives au marché de l'immobilier
d'entreprise en Ile-de-France »

Lot

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique : DRIEAT-SCDD-AOO-25-005

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde .

Par application de [l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique](#), le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

➤ 1^{er} cas : Le certificat est émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

➤ 2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

- **Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :**

➤ Soit le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

➤ Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux

dispositions de l'article 5 de l'arrêté sus-mentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence : DRIAT-SCDD-AOO-25-005, ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre **administratif** et/ou **technique** qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Paris

7 Rue de Jouy

75181 PARIS cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L.) : [http\(s\)://paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr).